Fondation Jean Jaurès

Démocratie

LA DÉMOCRATIE ? D'ABORD UNE CULTURE !

Gilles Finchelstein

08/09/2016

A l'occasion du colloque « La démocratie face au terrorisme » qui s'est tenu le 8 septembre 2016 salle Wagram autour du président de la République, le directeur général de la Fondation Jean-Jaurès est revenu sur le contexte dans lequel s'inscrit le terrorisme, les effets qu'il produit et les questions qu'il soulève pour notre conception de la démocratie.

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et messieurs les ministres, les parlementaires, les élus,
Mesdames et messieurs les responsables des partis, des associations et, bien sûr, des fondations,
Chers amis,

La démocratie n'est plus une évidence incontestable.
Le terrorisme est désormais une réalité durable.
Voilà, résumée dans sa brutalité, la situation devant laquelle nous nous trouvons et à la hauteur de laquelle il faut essayer de se placer.

Pour prolonger les introductions de Ernst Stetter et de Thierry Pech, en m'appuyant notamment sur les travaux que nous avons réalisés avec la Fondation Jean-Jaurès, je voudrais ajouter trois séries de remarques. Sur le contexte dans lequel s'inscrit le terrorisme. Sur les effets qu'il produit. Sur les questions qu'il soulève.

Le contexte

Le terrorisme, le dhjiadisme islamiste pour le nommer, menace et frappe. Ici mais aussi, ne l'oublions jamais, ailleurs, dans une forme de guerre qui n'est pas mondiale mais mondialisée.
Il frappe la France.

Un pays qui, avant même les attentats, estimait massivement que la démocratie ne fonctionnait pas bien.
Un pays dans lequel, pour ne citer qu'un seul chiffre de l'enquête sur les « fractures françaises » que nous avons publiée en avril dernier, 30 % des électeurs – 30 % ! – partagent l'idée qu'un « autre système pourrait se substituer à la démocratie ».
Il frappe en Europe.
Dans des pays – que l'on se place à l'échelle courte des dernières décennies ou à l'échelle longue des millénaires – qui n'avaient jusqu'alors jamais connu un niveau de violence aussi faible.
Des pays pour lesquels, de ce fait, l'irruption, ou la résurgence, de cette violence est plus insupportable encore, jusqu'à fragiliser la légitimité des Etats en charge, d'abord, de protéger les citoyens.
Ce contexte est propice à ce que le terrorisme produise à plein les effets qu'il recherche.

Les effets

Ces effets, il faut les regarder en face.
Le terrorisme, en premier lieu, **redéfinit les priorités** – celles de l'action publique, celles des Français.

Il n'y a pas, pour eux, une inversion des priorités comme en 2001 où le chômage, qui allait mieux, s'était effacé devant la sécurité, qui allait moins bien.
Il y a aujourd'hui une addition des priorités, et nous publierons dans quelques jours une enquête qui le confirmera : les préoccupations régaliennes se sont hissées au même niveau que les préoccupations sociales.

Il nous faut donc traiter les unes et les autres.
Il faut les traiter en cohérence et dans une cohérence qui, évidemment, refuse « l'ethnicisation du social » que promeut l'extrême-droite – mais aussi une partie de la droite – et qui voit dans l'étranger, ou l'immigré, ou plus sûrement encore le musulman, l'origine de toutes les difficultés sociales.

Le terrorisme, en deuxième lieu, **soulève chez nos concitoyens** ce que Alain Mergier a appelé **des « dilemmes éthiques »**.
C'est-à-dire une situation où les valeurs que les citoyens ont l'habitude de convoquer pour se forger leur opinion sur les événements de l'actualité leur paraissent de plus en plus inopérantes.
Une situation inconfortable et dangereuse où, dans leur for intérieur, les citoyens pensent une chose et son contraire et cherchent la clé de résolution de ce dilemme.

Le terrorisme, en troisième lieu, innerve tout le débat public et **fragilise la démocratie** – c'est son objet, car il est l'instrument d'un totalitarisme ; le risque est que cela soit son effet.
L'historien Noah Yuval Harrari, l'auteur de *Sapiens*, explique de manière éclairante que le terroriste est comme une mouche, faible, bien trop faible pour détruire un magasin de porcelaine et même bouger la moindre tasse ; une mouche qui trouve un éléphant et pénètre dans son oreille jusqu'à ce que, devenant enragé, ce soit l'éléphant lui-même qui détruise le magasin de porcelaine.

La mouche est entrée dans notre oreille et beaucoup d'éléphants sont en train de perdre la raison. Ces éléphants ne sont pas socialistes, mais la porcelaine tremble : nous avons vu cet été que, pour certains, le respect du droit relevait de l'argutie, l'invocation de la Constitution n'était qu'un paravent, la référence aux Déclarations des droits n'était qu'un alibi.

Voilà comment on en est venu à se demander en France, aujourd'hui, si la démocratie était un problème ou une solution, une faiblesse ou une force.

Les enjeux

Ce qui est en jeu, c'est donc bien la démocratie.
Ce qui est en jeu, fondamentalement, c'est **la démocratie comme culture**.

Ce qui est en jeu, c'est la culture démocratique **avec ses règles** : la hiérarchie des normes, la séparation des pouvoirs, bref, l'Etat de droit, l'Etat qui se soumet au droit, qui récuse l'arbitraire, qui a appris de l'histoire que la fin ne justifie pas tous les moyens.

Ce qui est en jeu, c'est la culture démocratique **avec ses valeurs** – toutes entières rassemblées dans le Préambule de notre Constitution : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les principes économiques et sociaux de 1946, les principes fondamentaux de la République, bref, pour ceux qui aiment cultiver les racines, ce que l'on pourrait appeler les racines humanistes de la France.
Elles n'entravent en rien l'action – le gouvernement de Manuel Valls l'a montré – ; elles préservent du déshonneur.

Ce qui est en jeu, enfin, et le problème dépasse la question du terrorisme, c'est la culture démocratique **avec son esprit**.
Car l'individualisme contemporain, poussé parfois jusqu'à l'absurde et l'extrême, finit par tourner le dos à l'esprit de la démocratie, nous rendant de plus en plus irréductibles les uns aux autres, considérant chaque opinion divergente insupportable, chaque vote majoritaire inacceptable,

chaque compromis inexcusable.

Au-delà encore, **c'est une certaine conception de la France et de son modèle de société qui est aujourd'hui interrogée.**
Parce que la démocratie est, chez nous, enchâssée dans la République, c'est une certaine conception de la République qui doit être défendue.
Elle est définie simplement et simplement par l'article 1er de notre Constitution : « La France est une République démocratique, laïque et sociale ».
Elle repose sur l'idée que, dans la République, il n'y a pas de communautés mais des citoyens ; que la solidité du commun permet l'épanouissement des singularités.
Elle est attachée à ce que le vote soit un élément constitutif de notre identité mais à ce que ce ne soit pas notre identité qui détermine notre vote.

Identité ? Ce mot, peu à peu, résume nos disputes depuis dix ans.
J'ai essayé de montrer en quoi c'était un piège pour notre démocratie et pour notre société mais aussi un piège pour la gauche si elle choisissait de l'éluder et un piège pour la droite si elle persistait à l'exacerber.
Il est nécessaire de mener ce débat, de le clarifier et de le reformuler.
Il ne peut se limiter à une question – la religion – et moins encore à une religion – qui, en tant que telle, serait incompatible avec la République.
Il ne peut s'épanouir dans la nostalgie d'une France qui n'a jamais existé ou dans le déni de ce qu'est la France d'aujourd'hui : une France diverse, engagée dans l'Europe, ouverte sur le monde.
Il peut peut-être s'appuyer sur une idée qui symbolise une certaine conception de l'ambition républicaine. Une idée portée en son temps par Jaurès. Une idée qui embrasse aussi bien les combats pour la laïcité, pour l'éducation que pour l'égalité. Une idée qui porte le beau nom d'émancipation.

A l'ethnicisation du social s'oppose l'émancipation des citoyens !

*

Chers amis, nous sommes, chacun le sent, dans un moment très particulier et nous sommes très heureux, monsieur le Président de la République, que vous ayez accepté de répondre, une nouvelle fois, à notre invitation.

Pour éclairer les débats qui viennent ; pour fixer des repères et un cap ; pour que la France soit fidèle à elle-même, **nous comptons sur vous !**

Je veux terminer par un dernier mot en empruntant cette parabole à Al Gore, le prix Nobel de la paix.

C'est l'histoire d'un jeune garçon, malin, et d'un vieil homme, sage. Le jeune garçon veut piéger le vieil homme, réputé avoir réponse à toutes les questions. Il capture un petit oiseau, l'enferme dans ses mains et demande au vieil homme si l'oiseau est mort ou vivant. Le vieil homme voit le piège. S'il répond que l'oiseau est vivant, le jeune garçon serre les doigts et le tue. S'il répond que l'oiseau est mort, il ouvre les mains et le libère. Le vieil homme réfléchit un instant et lui dit : la réponse est entre tes mains.

Il en est de même pour la démocratie.

La réponse est entre les mains de chacun d'entre nous.

La démocratie peut compter sur nous !